

# BRÈVES ÉCONOMIQUES

## Brésil

Les brèves entreront en pause estivale à partir de la semaine prochaine. Bonnes vacances !

Une publication du SER de Brasília  
Semaine du 04 août 2025

## Résumé

### Surtaxe américaine : le Brésil cherche à amortir le choc économique

La surtaxe américaine de 50% sur plus de 3 800 produits brésiliens est entrée en vigueur ce mercredi 6 août. En réponse, le Brésil intensifie ses démarches diplomatiques, élabore un plan d'urgence économique et cherche à diversifier ses partenariats, notamment par la valorisation des minerais critiques. Parallèlement, la Chine a formellement exprimé son soutien au Brésil en ouvrant davantage ses marchés, renforçant ainsi l'orientation du pays vers son principal partenaire commercial.

### Chômage à 5,8% en juin : un nouveau plus bas historique

Le marché du travail brésilien reste dynamique, sans signe d'essoufflement, avec un taux de chômage au plus bas depuis 2012 et des créations d'emplois soutenues, en particulier dans le secteur formel. Un ralentissement est toutefois attendu au second semestre, tandis que les surtaxes américaines pourraient peser sur certains secteurs exportateurs.

### Financement vert : le Brésil accélère sa transition financière

Le Brésil accélère sa stratégie de finance verte pour répondre aux défis climatiques et attirer les investissements durables. Face à la volatilité du réal et à l'absence de règles claires, le pays mise sur quatre leviers : l'émission d'obligations souveraines durables, l'élaboration d'une taxonomie verte nationale, la montée en puissance du *Fundo Clima* et le lancement du programme *Eco Invest*. L'objectif : structurer un cadre propice à l'essor de la finance verte, comme en témoigne la montée en puissance d'un marché privé.

### Graphiques de la semaine : Les principaux Etats brésiliens qui exportent vers les États-Unis

## Évolution des marchés

Indicateurs	Variation sur la semaine	Variation cumulée sur l'année	Niveau
Bourse (Ibovespa)	+1,8%	+12,0%	134 541
Risque-pays (CDS 5 ans Br)	+1,0%	-29,7%	151
Taux de change USD/BRL	-2,8%	-11,6%	5,46
Taux de change €/BRL	-0,8%	-0,8%	6,36

Note : Données du jeudi à 10h localement. Sources : Ipeadata, Investing, Valor.

#### LE CHIFFRE A RETENIR :

# +17,2%

C'est la hausse des bénéfices des banques privées Itaú Unibanco, Bradesco et Santander Brasil entre le T2 2024 et le T2 2025, atteignant 21,234 Md BRL. Cette performance est portée par une amélioration des indicateurs de crédit et une réduction des défauts de paiement.

# Actualités macro-économiques & financières

## Surtaxe américaine : le Brésil cherche à amortir le choc économique

L'entrée en vigueur, ce 6 août, de la surtaxe américaine de 50% sur plus de 3 800 produits d'exportation brésiliens marque une nouvelle escalade dans les tensions commerciales et politiques entre les États-Unis et le Brésil. Malgré l'exemption d'environ 700 produits (voir [brèves du 28 juillet 2025](#)), près de 36% des exportations brésiliennes vers le marché américain restent touchées, soit environ 14,5 Md USD. Certains produits comme la viande bovine, le sucre, le café, le poisson, le miel, le mobilier, les produits chimiques, le textile ou encore les machines-outils, restent soumis au taux de 50%.

**Le Brésil a saisi l'Organisation mondiale du commerce (OMC) pour contester les droits de douane.** Même si cette démarche reste avant tout symbolique, elle affirme la volonté brésilienne de défendre le système multilatéral de résolution des différends commerciaux.

**Un plan d'urgence économique est également en cours de préparation, piloté par le vice-président et ministre du Commerce, Geraldo Alckmin, en coordination avec les ministères des Finances, des Relations extérieures et la Casa Civil** (l'équivalent du cabinet de la présidence). Ce plan devrait notamment comprendre des **lignes de crédit à des taux bonifiés**, prioritairement destinées aux petits producteurs, un **renforcement des achats publics de produits nationaux**,

des **mécanismes de protection de l'emploi**, ainsi que des **réformes structurelles** visant à renforcer la compétitivité des exportations. **Aucune mesure concrète n'a encore été officialisée<sup>1</sup>**, mais le gouvernement insiste sur la nécessité de diversifier les partenariats commerciaux, tout en reconnaissant que cette transition sera longue et impliquera des ajustements de la structure productive nationale.

**En parallèle, le président Lula a promulgué le 28 juillet la loi instituant le programme *Acredita Exportação***, qui vise à soutenir les petites et moyennes entreprises exportatrices. Le dispositif prévoit notamment le remboursement des taxes acquittées tout au long de leur chaîne de production.

**Plusieurs États fédérés ont commencé à mettre en œuvre des plans de contingence pour atténuer les effets des tarifs américains.** L'État de São Paulo, principal exportateur vers les États-Unis (voir [Graphiques de la semaine](#)), a doublé sa ligne de crédit destinée aux entreprises exportatrices (*Giro Exportador*), portée à 400 M BRL (63 M EUR), avec des taux subventionnés, des échéances pouvant aller jusqu'à 5 ans et un délai de grâce de 12 mois. L'État a également annoncé la libération de 1,5 Md BRL (236 M EUR) en crédits d'impôt, via le programme *ProAtivo*.

**Le gouvernement du Ceará – l'État proportionnellement le plus exposé aux États-Unis** (voir [Graphiques de la semaine](#)) – a adopté un plan de soutien prévoyant : une aide financière directe aux exportateurs affectés, l'anticipation du remboursement des crédits d'impôts, le renforcement des incitations fiscales en faveur des entreprises locales, ainsi qu'un programme d'achats publics accéléré de produits agricoles et alimentaires

---

<sup>1</sup> Les mesures de protection pour les secteurs touchés par les droits de douane américains ont été transmises

mercredi 6 août à la présidence de la République pour approbation.

invendus, destinés notamment aux cantines scolaires. Un comité de suivi économique est également mis en place pour assurer la transparence du dispositif.

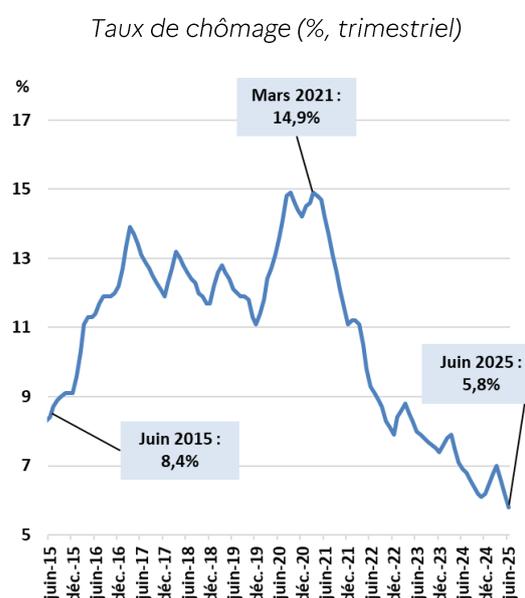
**En parallèle, la diplomatie brésilienne et les filières concernées poursuivent leurs efforts pour obtenir de nouvelles exemptions.** La ministre du Budget, Simone Tebet, a indiqué que les États-Unis pourraient revoir leur position sur la viande bovine et le café. **Le pays reste également en alerte face au risque de nouvelles sanctions liées à ses échanges avec la Russie, notamment d'engrais.** Cette inquiétude reflète l'intensification des sanctions américaines contre Moscou, illustré par l'exemple de l'Inde, frappée d'une surtaxe de 50% en raison de ses achats de pétrole russe.

**Enfin, l'Agence brésilienne de promotion du commerce et de l'investissement, ApexBrasil, prépare une cartographie des États américains les plus dépendants des exportations brésiennes, en particulier les minerais critiques et les terres rares.** L'objectif est de mobiliser gouverneurs et parlementaires américains pour faire pression sur l'administration Trump. Ce levier pourrait appuyer les négociations bilatérales, alors que **de potentiels accords spécifiques autour des terres rares ont été évoqués par le ministre Fernando Haddad avec son homologue américain.**

**Dans ce contexte, la Chine a exprimé publiquement son soutien au Brésil.** Pékin a dénoncé une « interférence extérieure irrationnelle », renforçant ainsi son alignement diplomatique avec Brasília. **Le pays a également autorisé 183 exportateurs de café brésiliens à accéder à son marché, permettant au Brésil de limiter les pertes.** D'autres produits, comme le sésame ou les farines animales, sont également concernés.

## Chômage à 5,8% en juin : un nouveau plus bas historique

**Le marché du travail brésilien poursuit sa trajectoire positive, avec une nouvelle hausse de l'emploi et des revenus, et une baisse significative du chômage.** Selon l'Institut brésilien de statistique (IBGE), **le taux de chômage est tombé à 5,8% au deuxième trimestre**, son plus bas niveau depuis le début de la série statistique en 2012. Ce taux marque une nette amélioration par rapport au premier trimestre (7%) et au T2 2024 (6,9%), et a dépassé les attentes du marché (6%).



Source : IBGE

**Le nombre de chômeurs recule à 6,3 millions**, soit une baisse de 17,4% sur le trimestre (7,6 millions) et de 15,4% en glissement annuel (7,4 millions).

**La population occupée atteint 102,3 millions de personnes**, en hausse de 2,4% sur un an, malgré un fort resserrement monétaire (hausse de la Selic de 10,5% à 15% entre septembre 2024 et juin 2025). **Le taux d'emploi – rapport entre les personnes occupées et la population en âge de travailler – s'établit à 58,8%** soit une progression de +1 p.p. sur un an. Ce niveau demeure toutefois encore bien inférieur à celui observé en Union européenne (76%). La dynamique de l'emploi est portée par le

secteur formel (+3,9% en g.a.) et le secteur public (+3,4%), tandis que la croissance de l'emploi informel progresse modestement (+0,3%).

**Le revenu annuel moyen du travail, toutes catégories d'emploi confondues, atteint à 46 940 BRL** (7 381 EUR) **au deuxième trimestre**, en hausse réelle de 3,3% sur un an (45 455 BRL). Ce rythme marque néanmoins une modération par rapport au pic de +5% observé mi-2024.

**En parallèle, la masse salariale progresse de 5,9% en glissement annuel**, atteignant 351 Md BRL au deuxième trimestre, soutenant les perspectives de consommation des ménages.

\*\*\*

**Dans le secteur formel de l'économie, 166 600 emplois ont été créés en juin 2025**, selon le [Registre général des travailleurs et des chômeurs](#) (CAGED). Le chiffre est inférieur aux attentes locales qui prévoyaient 177 000, mais est supérieur à celui du mai, avec 149 000 créations.

**La création d'emplois s'est accélérée dans les secteurs des services (+77 000), du commerce (+33 000) et de l'agroalimentaire (+26 000), dépassant les niveaux observés le mois précédent.**

En revanche, l'industrie et la construction ont ralenti le rythme (+20 000 et +11 000, respectivement). Sur le plan régional, le Sudeste concentre la majorité des créations d'emplois (+76 300), suivi du Nordeste (+36 400) et du Centre-Ouest (+23 800).

**Les surtaxes de 50% imposées par l'administration Trump au Brésil à partir du 6 août pourraient peser sur les chiffres de l'emploi des prochains mois.**

Selon la Chambre de commerce américaine au Brésil (Amcham Brasil), environ 10 000 entreprises brésiliennes exportatrices vers les États-Unis seraient concernées. Ensemble, elles emploient près de 3,2 millions de

personnes, dont les emplois pourraient être menacés.

## Etude économique & financière

### Financement vert : le Brésil accélère sa transition financière

**Le Brésil est particulièrement exposé aux risques climatiques, avec des épisodes extrêmes de sécheresse, d'inondations et de déforestation qui menacent sa stabilité économique et sociale.** Cette vulnérabilité renforce la pression des investisseurs, des partenaires commerciaux et de la société civile pour que le pays accélère sa transition écologique. Dans ce contexte, le financement vert – ensemble des instruments financiers publics et privés mobilisés pour décarboner l'économie, protéger les écosystèmes et renforcer la résilience – devient une priorité stratégique. Doté d'une matrice énergétique majoritairement renouvelable et d'un potentiel unique en bioéconomie, le Brésil dispose d'atouts considérables. **Mais pour attirer les capitaux nécessaires, il doit structurer un écosystème financier robuste, crédible et aligné sur les standards internationaux.**

Les flux d'IDE verts à destination du Brésil ont progressé de manière significative ces dernières années, selon une étude récente du *Climate Policy Initiative* (PUC Rio). **L'investissement climatique étranger a augmenté de 84% entre 2021 et 2022, atteignant 4,45 Md USD.** Ces flux restent toutefois concentrés sur un

nombre limité de secteurs, principalement les énergies renouvelables et la gestion durable des terres. **Le pays dispose en revanche d'un potentiel d'attraction bien plus élevé, mais des obstacles structurels persistent**, notamment en matière de gouvernance, de transparence et d'harmonisation des cadres réglementaires. L'absence de taxonomie verte nationale clairement définie, les difficultés à identifier des projets bancables à grande échelle et le manque d'alignement entre priorités climatiques et politiques d'investissement constituent autant de freins à l'expansion de ces flux.

**Face à ce déficit, l'État fédéral a entrepris de renforcer le marché national du financement vert par l'émission de titres souverains durables. Une première opération a été menée en novembre 2023**, avec une levée de 2 Md USD à dix ans, au taux de 6,5%, via un titre obligataire portant un cadre durable aligné sur les standards internationaux (ICMA – *Green Bond Principles*, *Social Bond Principles* et *Sustainability Bond Guidelines*). **Cette opération a été suivie, en juin 2024, par une seconde émission souveraine durable**, d'un montant également de 2 Md USD, à échéance 2032, avec un taux de rendement de 6,375%. Les rapports d'allocation ex-post, publiés en mars 2024 pour la première émission et en novembre 2024 pour la seconde, indiquent que près de **40% des ressources ont été orientées vers des programmes sociaux** (santé, éducation, lutte contre les inégalités) et **60% vers des dépenses vertes** (transports durables, énergies renouvelables, gestion des forêts). La publication d'indicateurs d'impact – tels que les réductions d'émissions ou les bénéficiaires des politiques – renforce la transparence et constitue une garantie contre le *greenwashing*, même si des progrès restent nécessaires pour

assurer une traçabilité complète de l'usage des fonds.

**Le *Fundo Clima*, géré par la BNDES, incarne l'engagement croissant de l'État brésilien à mobiliser ses outils financiers en faveur de la transition écologique. Il a bénéficié d'une injection majeure en 2023, notamment à travers l'émission de titres souverains durables pour un montant de 2 Md USD, soit près de 10 Md BRL.** Créé en 2009, il était initialement alimenté par les taxes sur la production de pétrole et de gaz, via le ministère de l'Environnement. Les crédits sont octroyés à des conditions bonifiées, avec des taux préférentiels pour les projets à fort impact environnemental ou climatique. Une part des ressources est également distribuée sous forme de dons non remboursables. **Entre avril et octobre 2024, le BNDES a approuvé 7,3 Md BRL (1,1 Md EUR) de financements pour des projets d'adaptation, représentant environ 70% des ressources disponibles. Pour l'exercice 2025, le comité de gestion a validé un plan d'investissement de 11 Md BRL (1,7 Md EUR).** Les axes stratégiques du Fonds s'articulent autour de quatre grandes priorités : (1) mobilité urbaine et villes durables, (2) énergies renouvelables et efficacité énergétique, (3) gestion des forêts, lutte contre la désertification et services carbone, et (4) innovation environnementale et valorisation des déchets solides.

**Dans le prolongement de cet effort de structuration financière publique, le programme *Eco Invest* propose un instrument de mobilisation du capital étranger en faveur de projets verts.** Lancée par le ministère des Finances avec le soutien de la Banque interaméricaine de développement (BID), l'initiative cherche à lever les freins liés à la volatilité du taux de change en proposant des instruments de couverture. L'objectif est d'offrir sécurité et prévisibilité aux investisseurs

internationaux, dans quatre domaines prioritaires : (1) la transition énergétique (énergies renouvelables et équipements), (2) la bioéconomie (récupération de biomes, agriculture durable, innovation), (3) l'économie circulaire (eau, déchets, logistique inverse) et (4) l'infrastructure bas carbone. Parmi les instruments concrets du programme figure la restauration de terres dégradées. **Lors de la première enchère en 2023, 157 M BRL (25 M EUR) de crédits ont été engagés pour financer des projets de reconversion écologique de pâturages, couvrant 56 000 hectares.**

**Le gouvernement fédéral a également lancé la *Base de Projetos de Investimento (ou BIP)***, une plateforme publique conçue pour structurer et référencer des projets verts. Portée par le ministère des Finances, elle vise à améliorer la visibilité, la qualité et la bancabilité des projets en quête de financement. Elle met à disposition des informations normalisées, et facilite la mise en relation avec les investisseurs, contribuant à dynamiser l'écosystème national de la finance durable.

**En parallèle, le marché brésilien des obligations vertes, sociales, durables et liées à la durabilité (GSS+) affiche une croissance significative. Entre 2015 et juin 2024, les émetteurs brésiliens ont levé 31,1 Md USD sur les marchés internationaux.** Parmi ces émissions, 71% proviennent d'entreprises privées, 16% de banques et 13% du Trésor. Après un ralentissement en 2022–2023, la reprise observée en 2025 s'appuie à la fois sur l'amélioration du contexte financier mondial et sur les signaux réglementaires domestiques plus clairs. **En 2024, le Brésil a contribué à hauteur de 11 Md USD, soit environ 5% des émissions durables mondiales, consolidant une position de leader régional.**

**L'émergence d'un cadre national de régulation, notamment le développement d'une taxonomie verte – attendue d'ici la fin du troisième trimestre 2025, avant la COP30 à Belém – devrait favoriser l'approfondissement du marché brésilien.** Elle s'inspire des standards européens, tout en intégrant des spécificités locales, comme l'inclusion de critères d'impact climatique, de préservation de la biodiversité et d'équité sociale. L'objectif est double : orienter l'allocation des capitaux publics et privés vers des projets soutenables, et prévenir les risques de greenwashing. Cette évolution réglementaire est considérée comme essentielle pour attirer l'épargne institutionnelle domestique et étrangère (fonds de pension, compagnies d'assurance) et développer de financements à long terme vers les projets d'infrastructure verte.

\* \* \*

